

S'arrêter à nouveau pour faire progresser les choses

Autor(en): **Wenger, Susanne**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger**

Band (Jahr): **46 (2019)**

Heft 3

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-912766>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

S'arrêter à nouveau pour faire progresser les choses

Presque trente ans après la première grande grève des femmes en Suisse, un nouveau mouvement est prévu le 14 juin dans tout le pays. Certaines revendications sont encore les mêmes.

SUSANNE WENGER

Revenons tout d'abord en arrière pour mieux comprendre l'actualité. Le 14 juin 1991, il s'est passé quelque chose d'inhabituel en Suisse. Un demi-million de femmes ont suivi l'appel des syndicalistes et des organisations des droits de la femme pour faire grève pour l'égalité. «Wenn Frau will, dann steht alles still» (lorsque la femme le décrète, tout s'arrête): tel était le slogan que la musicienne lucernoise Vera Kaa scandait d'une voix dure dans la chanson de la campagne. Le concept de grève était large. Il ciblait non seulement le travail rémunéré, mais aussi les tâches domestiques et éducatives non payées, principalement assurées par les femmes.

Ce vendredi-là, des actions très variées ont été menées dans tout le pays, allant de brèves interruptions de travail dans les entreprises aux manifestations et autres happenings créatifs, en passant par de nombreuses actions de grève plutôt symboliques. Elfie Schöpf, journaliste et coordinatrice de la grève, en donne un aperçu dans son ouvrage «Frauenstreik: ein Anfang» (Grève des femmes: un début). Il est paru l'année suivant la grève aux éditions bernoises Zytglogge. «Pour la première fois dans l'histoire suisse, des centaines de milliers de femmes ont réussi à se mobiliser pour un objectif commun: rendre apparent leur rôle indispensable», résume-t-elle.

Des poêles à la fenêtre

Les manifestantes brandissant des ballons violets et munies de sifflets ont occupé illégalement la place Fédérale tandis que non loin de là, des hommes repassaient publiquement des chemises en signe de solidarité. Les femmes au



Des femmes en grève dans la Bahnhofstrasse à Zurich (1991). Photo Keystone

foyer ont suspendu des poêles aux fenêtres, les soignantes ont épinglé un badge de gréviste à leur blouse et les travailleuses de l'horlogerie se sont battues pour un meilleur salaire. Les bureaux des magistrats sont restés vides, l'Union suisse des paysannes et des femmes rurales a mis en lumière les conditions difficiles des agricultrices. Une prostituée a cessé le travail pour ce jour et même la Ligue suisse de femmes catholiques a montré sa sympathie. Il s'agissait de la plus grande manifestation en Suisse depuis la grève générale de 1918.

Les femmes voulaient montrer que l'article sur l'égalité ancré depuis dix ans exactement dans la Constitution fédérale n'était toujours pas appliqué. L'égalité salariale était une revendication centrale. À l'époque, les femmes suisses gagnaient en moyenne un tiers de moins que les hommes. La grève a aussi permis de communiquer d'autres revendications: combler les lacunes de la sécurité sociale, créer

plus de places en crèche, répartir le travail ménager entre les sexes et stopper la violence faite aux femmes.

Un nouvel élan

Sur le plan de l'égalité, la Suisse était à la traîne. Ce n'est qu'en 1971 que les Suissesses ont eu le droit de vote et d'éligibilité complet, des décennies après les autres pays européens. Le dernier bastion cantonal masculin est tombé seulement quelques mois avant la grève des femmes: sur ordre du Tribunal fédéral, le canton d'Appenzel Rhodes-Intérieures a dû aussi instaurer le suffrage féminin. Chaque progrès a dû faire l'objet d'une lutte acharnée. La grève des femmes a aussi contribué à continuer à aller de l'avant, même quand le Parlement a rejeté plus tard la candidature au Conseil fédéral de la socialiste Christiane Brunner, initiatrice de la grève des femmes.

Un an après la grève, le législateur a reconnu le viol conjugal comme un

crime. Cinq ans après la grève, le Parlement a adopté une loi sur l'égalité. Grâce aux réformes de l'AVS, la situation des retraites des femmes s'est améliorée. En 2005, la Suisse a introduit l'assurance maternité. À l'issue des élections de 2015, le Parlement comptait 30 % de femmes, une première. En 1991, elles n'étaient que 14 %. Certaines avancées ont ainsi pu être obtenues. Selon les initiatrices de la deuxième grève des femmes, prévue pour le 14 juin prochain, cela ne suffit pas.

Comités régionaux au travail

Si la grève doit se dérouler dans toute la Suisse, elle aura lieu de manière décentralisée. Des comités de grève régionaux se sont formés dans différentes villes, comme à Berne, où Samira Schmid prépare la journée avec une bonne centaine d'autres femmes. «Il est grand temps», explique la jeune femme de 30 ans. Lorsque les Suissesses ont battu le pavé en 1991, Samira Schmid n'était qu'une jeune enfant et vivait en Espagne avec ses parents émigrés. Elle est revenue en Suisse plus tard, a suivi des études de travail social et a donné naissance à deux enfants. «Je ne connais la première grève des femmes que par les récits qu'on en fait, que j'écoute avec un grand intérêt», déclare-t-elle.

Née à la fin des années 1980, elle ne s'est pas intéressée au féminisme pendant longtemps. Elle estime que toutes les voies lui étaient ouvertes: «Je n'avais pas l'impression d'avoir moins d'opportunités que les hommes.» Mais en tant que mère active, elle a remarqué à quel point il est toujours difficile de concilier famille et travail: «La maternité a marqué un tournant dans ma vie.» Elle a aussi réalisé à quel point son expérience dans le travail domestique et le fait d'élever des enfants ne comptait pas dans la vie professionnelle: «Je ne peux pas marquer de points avec le travail d'aide.» En tant que travailleuse sociale, Samira Schmid accompagne aussi des femmes

en situation de vie précaire et voit directement «les conséquences des mesures d'économie de la politique sociale».

Une inégalité salariale qui persiste

La nouvelle grève des femmes en Suisse s'inscrit parmi les mobilisations des femmes qui se sont multipliées ces derniers temps dans d'autres régions du monde: la «Women's March» aux États-Unis et dans les pays européens après l'élection du président Trump, la grande grève des femmes en Espagne en mars 2018, le mouvement international #MeToo contre le sexisme ordinaire, les abus et la violence. En Suisse, un manifeste inclut aussi comme revendications la protection des migrantes et le droit des personnes trans et queer, montrant ainsi que 2019 n'est pas 1991. On est toutefois frappé de constater la similitude de certaines revendications avec celles de l'époque, comme l'égalité salariale, la valorisation des métiers typiquement féminins ou encore une stratégie nationale contre les violences faites aux femmes.

Un coup d'œil sur les statistiques officielles discrètes montre que l'égalité salariale stagne, presque trente ans après la première grève des femmes. Le fossé entre les salaires des hommes et

des femmes s'est certes réduit, mais il est encore de 20 % dans le secteur privé. Les femmes occupent près de deux tiers de tous les postes à plein temps aux salaires bruts inférieurs à 4000 francs. Elles se font rares parmi les postes du top management des entreprises suisses. Elles assument encore la majorité du travail de prise en charge non payé qui, alors qu'il est indispensable, n'est guère pris en compte sur le plan économique. Enfin, les statistiques criminelles font état de 50 cas de violence domestique par jour, entraînant un décès toutes les deux semaines.

Un soutien «intellectuel»

Alliance F, l'alliance de sociétés féminines suisses, soutient la grève des femmes sur le plan «intellectuel», tandis que les femmes des partis bourgeois font parfois preuve de retenue. La conseillère nationale zurichoise PLR Doris Fiala a déclaré au journal «Tages-Anzeiger» qu'elle s'engageait toute l'année pour les femmes et qu'une grève ne lui paraissait plus «adaptée» aujourd'hui. Samira Schmid souligne au contraire l'importance de souder les rangs: «Quelles que soient les différences, il existe des sujets qui concernent toutes les femmes.»

Nous saurons bientôt si la manifestation trouvera le même écho qu'en 1991. L'historienne suisse Brigitte Studer constate qu'à l'époque, la grève des femmes s'était rattachée aux traditions de grève pré-syndicales et avait célébré la dimension fédératrice et extraordinaire de l'événement. Dans son analyse récente à lire dans le magazine «NZZ Geschichte», l'historienne affirme: «C'est dans la construction sociale de la différence entre les sexes que la femme en tant que sujet politique s'affirme par des pratiques politiques communes.» La première grève des femmes en est un exemple marquant.

www.frauenstreik2019.ch



Un exemple violet pour les femmes grévistes d'aujourd'hui: des foules colorées dans les rues de Zurich (1991).

Photo Keystone